

LA C.G.T., COLONIE SOVIÉTIQUE...

LA DÉFENSE NATIONALE ET L'ARMÉE

«Les bolchevistes avaient promis la Constituante sans délai, ils durent l'ajourner, puis la dissoudre. Ils protestaient contre la peine de mort dans l'armée; ils la rétablirent, après l'avoir supprimée, puis la décrétèrent pour les civils comme pour les militaires. Ils reconnaissaient aux nationalités le droit à l'indépendance; ils les incitèrent à se séparer de plein gré, pour les soumettre ensuite par la force. Ils dénonçaient avec véhémence toute paix séparée, ils furent contraints de la signer. Ils s'étaient engagés à mener une guerre révolutionnaire, ils ne purent tenir parole. Ils voulaient une "paix démocratique", ils subirent une paix honteuse. Ils promettaient la terre aux paysans, ce fut pour confisquer les produits. Quant à l'abolition de l'armée permanente, de la police et du fonctionnarisme on la renvoya sine die. Les institutions condamnées par Lénine devaient survivre sous d'autres noms: armée rouge, commission extraordinaire (Tchéka), bureaucratie soviétique».

M. Boris Souvarine, auquel nous empruntons ces critiques, est sans doute un des hommes qui ont le plus profondément étudié la Révolution russe. On n'en est pas moins surpris de lire les lignes qui précèdent dans son ouvrage sur Staline, riche d'une précieuse documentation.

Car M. Boris Souvarine fut, durant de longues années, jusqu'à la déchéance de Trotsky, une des personnalités les plus marquantes du mouvement communiste français, et il est comptable d'une grande part des mensonges colportés par les missionnaires bolchevistes. Lorsque nous dénonçons la barbarie et les cruautés du régime russe, M. Boris Souvarine affirmait: *«La Révolution se défend»*. Lorsque nous condamnons la politique et la diplomatie soviétiques, et que nous les dénonçons comme contraires aux intérêts de la classe ouvrière internationale, il nous accusait de servir la cause de la bourgeoisie. Il est revenu aujourd'hui à une plus saine conception de l'histoire sociale, mais le mal qu'il a causé subsiste, et ce mal est immense.

Il coule de source que si les délégués français de retour de Russie avaient fait, il y a dix ou douze ans, les révélations tardives que fait aujourd'hui M. Boris Souvarine, le bolchevisme ne se serait pas développé en France avec une telle intensité, et ne menacerait pas de nous entraîner demain dans des aventures dont nous pouvons déjà prévoir toute la gravité.

Mais la politique russe, nous objectera-t-on, n'était pas alors ce qu'elle est aujourd'hui.

Encore une erreur! Il est d'usage courant, chez les adversaires politiques de M. Staline, et surtout chez les trotskystes, d'opposer au nationalisme du chef tout-puissant de la Russie actuelle l'internationalisme de Lénine et de M. Trotsky. Nous pensons que l'on s'abuse à ce sujet, et nous serions plutôt porté à croire, à la lumière des événements qui se sont succédé depuis quinze ans, que toutes les nuances mises en relief pour opposer deux politiques sont superficielles, et d'un intérêt tout à fait secondaire.

Ce qui révolte le plus dans M. Staline, c'est sa manière, et il est probable que, plus subtils, plus intelligents, plus géniaux, Lénine et M. Trotsky ne se fussent jamais abaissés à des crimes aussi crapuleux que ceux auxquels s'associa leur successeur. Mais, les moyens mis à part, il est probable que la politique extérieure des deux premiers dictateurs russes n'eût pas sensiblement différé de celle de M. Staline.

On pourra épiloguer longtemps sur les rigueurs inhumaines de M. Staline. Une chose est certaine, cependant, c'est que la Tchéka, par exemple, n'est pas une de ses créations, qu'elle existait bien avant sa prise du pouvoir, et que M. Lénine et M. Trotsky l'utilisaient aux fins de leur politique. M. Staline n'a pas accompli d'autre besogne avec le Guépéou.

«Après la Révolution d'Octobre, écrit M. Trotsky dans son dernier ouvrage: "Les Crimes de Staline", je demeurai au pouvoir pendant neuf ans, participant à l'édification de l'État soviétique, à l'activité diploma-

tique, à la vie de l'armée rouge, à l'organisation économique, aux travaux de l'Internationale communiste. J'avais pendant trois ans dirigé la guerre civile. Au cours de ce dur labeur, il m'était arrivé de prendre des mesures draconiennes. J'en porte l'entière responsabilité devant la classe ouvrière de tous les pays et devant l'Histoire. La justification de ces mesures était dans la nécessité historique, dans le fait qu'elles étaient mises au service du progrès et répondaient aux intérêts essentiels de la classe ouvrière».

M. Trotsky justifie ses «mesures draconiennes» en les qualifiant de nécessités historiques. Ce n'est pas un argument dont on puisse tenir compte, car il ne repose que sur une affirmation gratuite. M. Staline, lui aussi, peut prétendre - et il n'y manque pas! - que ses «crimes» lui sont imposés par des nécessités historiques. Tous ces actes, qui soulèvent la réprobation et l'indignation des êtres civilisés, ne présentent qu'une importance toute relative dans le problème qui nous préoccupe. Il ne ressort pas de toutes ces arguties que la politique eût changé sous la direction de M. Trotsky ou de tout autre dictateur. Cela ne sera jamais démontré, car, pour employer une formule chère à M. Trotsky, «on ne peut fournir des preuves positives d'un fait négatif».

En réalité, il s'agit moins, en l'espèce, des hommes que d'un régime. Si un régime à tendances démocratiques, un véritable régime des soviets qui n'a jamais existé en Russie, peut consolider ses assises avec le concours du peuple ou des peuples, une dictature, fût-elle prolétarienne, - ce qui est une absurdité par sa définition même, - ne peut se maintenir que par la force. Il lui est donc nécessaire d'avoir une armée puissante, ne serait-ce que pour se défendre contre le soulèvement éventuel des travailleurs, protestant contre l'autorité et l'absolutisme des chefs.

En Russie, tant que la Révolution fut menacée, la conception du militarisme populaire pouvait encore se défendre. Mais, la paix rétablie, l'armée ne fut pas dissoute. Au contraire, on la renforça au fur et à mesure que les dangers s'estompaient, et s'il faut en croire les informations officielles reproduites par toute la presse bolcheviste internationale, l'armée russe est actuellement la plus puissante du monde.

«Si, cependant, les bolchevistes retombèrent beaucoup plus lourdement dans la violence étatiste et la discipline du cadavre qu'ils ne l'avaient fait eux-mêmes au début, la cause en est surtout au mouvement ouvrier occidental qui, dans sa presque totalité, par un étrange aveuglement, tournait le dos à la Révolution pour se confier à Wilson, à Vandervelde, Ebert, Scheidmann, Noske et Mac Donald», écrit Barthélémy de Ligt, le grand pacifiste hollandais, dans sa belle et courageuse étude: *Pour vaincre sans violence* (1).

Sans chercher à dissimuler la lourde responsabilité qui pèse sur le prolétariat international quant à l'échec des tentatives russes de réaliser le socialisme, et l'obligation devant laquelle se trouvaient les bolchevistes de recourir à la violence pour se défendre contre les ennemis intérieurs et extérieurs, il convient néanmoins de faire la juste part des choses, et de reconnaître que cette responsabilité est singulièrement atténuée du fait que, jusqu'au jour où ils furent personnellement menacés dans l'exercice de leur pouvoir, jamais les dirigeants bolchevistes ne firent sérieusement appel à la classe ouvrière internationale. Ils négligèrent le concours désintéressé de tous les révolutionnaires sincères prêts à les soutenir, et pourtant ils ne pouvaient invoquer une opposition de gauche, inexistante à l'époque. Tous ceux qui étaient sensibles au grand mouvement populaire qui avait libéré la Russie de la barbarie tsariste se ralliaient à la Révolution sinon à ses représentants officiels, même les adversaires les plus irréductibles de la dictature. C'est ainsi que Louis Lecoin, un militant libertaire, pouvait écrire en janvier 1920: «Nous continuerons à donner cette Révolution en exemple aux travailleurs comme une superbe révolte qu'ils se doivent d'accomplir ici. De même que nos camarades libertaires russes se gardent en ce moment d'amoindrir la force des Soviets, nous nous garderons de critiquer ardemment les réalisations des révolutionnaires russes». Ce n'est qu'en juin 1920, - nous le rappelons dans *Le Mensonge bolcheviste*, - à la suite de l'attitude équivoque de Krassine à Londres et des premières tractations officielles du gouvernement russe avec la finance internationale, que les révolutionnaires se rendirent compte du danger, et que, dans un article dont la prophétie s'est réalisée, un autre militant libertaire écrivait: «Le bolchevisme en mourra».

Il serait donc excessif d'accuser le prolétariat mondial d'avoir favorisé par son inaction les reculs successifs de la Révolution russe. Si l'on peut vraiment lui reprocher quelque chose, c'est moins son indifférence que, par la suite, sa complicité inconsciente dans la subordination du mouvement ouvrier français à la politique thermidorienne de la bureaucratie soviétique.

Il faut être d'une insigne mauvaise foi pour tronquer l'Histoire, comme le font les agents moscovites français quand ils prétendent que l'organisation de l'armée rouge fut rendue nécessaire par la carence du

(1) Mignolet et Storz, p.56.

prolétariat français, en particulier, et du prolétariat mondial, en général, alors que ces mêmes agents furent les ennemis les plus farouches du bolchevisme aux heures critiques qui suivirent la Révolution d'Octobre, et qu'ils ne se rallièrent au régime et ne le défendirent qu'au jour où celui-ci commença à monnayer sa propagande.

Pure coïncidence? Coïncidence troublante qui légitime toutes les suppositions.

Un pays, aussi puissant soit-il, quelles que soient ses relations extra-diplomatiques avec les populations des nations étrangères, en dépit de l'influence qu'il exerce sur le mouvement social international, n'est pas seul arbitre de ses destinées, et sa politique intérieure provoque des réactions extérieures devant lesquelles il est contraint de réagir. Il le fait invariablement en s'abritant derrière une armée *«invincible»*. De même que, à la force brutale, les hommes d'État modernes qui président aux destinées des nations n'ont encore rien trouvé d'autre à opposer que la force brutale, à une armée invincible on oppose une autre armée non moins invincible, et c'est la course aux armements.

Nous connaissons l'antienne: *«Il faut se défendre contre les fauteurs de troubles et de guerre... La peur du gendarme est le commencement de la sagesse pour les mauvais garçons»*. Que de fois n'avons-nous répété, ce qui nous semble d'une logique élémentaire, que, si la force armée pouvait être un obstacle aux conflits sanglants, il y a longtemps que la guerre aurait disparu de la surface du globe.

Jetée dans la bagarre diplomatique, classée au rang des grandes nations européennes, avec tout ce que cela comporte de devoirs et d'obligations, d'avantages et d'hypocrisie, la Russie ne pouvait échapper au militarisme. Elle s'y laissa entraîner tête première et on pouvait lire dans un numéro de la *Pravda* du mois de mars 1935: *«Chaque souvenir héroïque et glorieux lié à l'armée rouge doit être une occasion pour apprendre à nos enfants à ne pas quitter des yeux nos frontières, et à suivre tous les mouvements de nos ennemis. Et si l'ennemi nous tombe dessus, les patriotes soviétiques prendront les armes avec un héroïsme inégalé dans l'histoire de l'humanité»*.

Ne nous étonnons pas de ces formules qui sont celles de tous les nationalismes, car le chauvinisme russe ne se différencie en rien des autres chauvinismes. Il repose sur les mêmes principes, il cherche à se légitimer par les mêmes arguments, et à se défendre par les mêmes moyens. La seule innovation, en la matière, des chefs bolchevistes, c'est d'avoir associé à leur nationalisme russe des masses d'hommes étrangers, ce que ne sont arrivés à faire ni M. Mussolini ni M. Hitler. Et ce dernier facteur a une importance stratégique considérable.

Deux éléments, en effet, conditionnent la puissance des armées des différentes nations: la quantité et la qualité. C'est, en réalité, un jeu de bascule que l'on pourrait définir par cette *«lapalissade»*: les gouvernants russes ne furent pas sans concevoir que leur armée serait d'autant plus forte que celles de leurs adversaires ou ennemis éventuels seraient plus faibles. A mesure qu'ils développaient la puissance militaire de la Russie, les chefs bolchevistes cherchèrent donc à ébranler la force défensive des nations étrangères.

Sans être statutairement, si l'on peut dire, antimilitariste, le syndicalisme français n'a jamais été cocardier. C'est du reste un des traits caractéristiques du tempérament français d'être indiscipliné, et l'armée suppose une discipline. Or, le gouvernement bolcheviste a réussi ce tour de force de créer, dans une fraction importante la classe ouvrière française, un état d'esprit à la fois antimilitariste français et militariste russe. Certains militants, - et non des moindres, - qui, dans les organisations syndicales, se signalaient par un violent antimilitarisme, un antipatriotisme farouche, et d'autres qui, au Parlement, refusaient de voter les budgets du ministère de la Guerre, poussèrent le ridicule jusqu'à accepter des grades de capitaine ou colonel honoraires de l'armée rouge. Faut-il en rire ou s'en indigner?...

Avec le concours de C. G. T. U., - et peut-être comprend-on maintenant les raisons qui poussèrent le gouvernement russe à asservir cet organisme, - on fit accepter au prolétariat français de lutter contre l'armée de son propre pays, et, dans le même temps, de soutenir celle de la Russie des Soviets, *«la seule indispensable, parce qu'elle est destinée à défendre les conquêtes de la Révolution d'hier et à préparer les victoires de la Révolution de demain»*.

C'était l'époque durant laquelle l'Allemagne était financièrement engagée dans la reconstruction industrielle de la Russie, et où la France, malgré les efforts de MM. Herriot et de Monzie, boudait son ancienne alliée, refusant tout appui tant que ne serait pas réglée la question des dettes tsaristes.

Pour les communistes, l'Allemagne était l'amie et la France l'ennemie.

Mais l'«ennemi héréditaire» n'est pas toujours le même pour une nation, et cette politique de l'antimilitarisme français entretenue par Moscou faillit tourner à la confusion des dirigeants bolchevistes. La révolution hitlérienne éclata en Allemagne, favorisée du reste par les attaques du communisme contre la démocratie, et les relations amicales qu'entretenaient les deux pays s'envenimèrent, puis se rompirent. Non du fait de la Russie, qui aurait continué à vivre en bonne harmonie avec ses amis fascistes allemands comme avec ses amis fascistes italiens. M. Trotsky rappelle que les *Izvestia*, organe officiel du gouvernement russe, écrivaient le 4 mars 1933 que l'U. R. S. S. était le seul pays au monde qui n'éprouvât aucune hostilité à l'égard de l'Allemagne, «et cela indépendamment de la forme et de la composition du Reich». C'est M. Hitler qui provoqua le divorce.

On ne peut tout de même passer sous silence que, lorsque des critiques s'élevaient contre l'armée rouge, dont la puissance ne se légitimait pas par les nécessités intérieures de la Russie, on opposait que cette armée rouge était une armée prolétarienne destinée à véhiculer à travers l'Europe décadente le socialisme naissant.

Pourtant, - ce n'est pas une critique, c'est une constatation, - l'armée rouge ne vint pas au secours des démocrates, des révolutionnaires, des socialistes, des communistes écrasés en Allemagne par les organisations racistes. Au contraire, et on doit le souligner, cependant que des milliers et des milliers de communistes allemands, qui s'étaient laissé abuser par les promesses des dirigeants bolchevistes, se faisaient tuer pour tenter, à la dernière heure, de sauver la démocratie allemande, M. Staline affirmait qu'il n'avait aucune hostilité contre le gouvernement du Reich. Ce cynisme dépasse la compréhension humaine, et l'on ne trouve pas de terme pour le qualifier. Mais, en ce qui concerne la Russie, il ne faut s'étonner de rien. Si l'armée rouge n'intervint pas en Allemagne, nous devons en conclure qu'elle n'était pas destinée à de telles «manifestations» révolutionnaires, mais bien plutôt à la défense du bonapartisme russe de plus en plus menaçant.

Du reste, jusqu'à ce jour, l'armée rouge n'a manifesté son héroïsme qu'en assassinant les ouvriers durant la *Commune de Cronstadt* ainsi que les socialistes ukrainiens qui revendiquaient leur indépendance. Faut-il ajouter qu'en ce qui concerne, à l'origine, les relations du gouvernement russe et celui du Reich, l'attitude des dirigeants bolchevistes fut entièrement approuvée par les porte-parole qualifiés du communisme français?...

L'amie de la veille menaçait donc de devenir, dans le futur, un adversaire redoutable. Après avoir provoqué, par la politique de ses créatures, en Allemagne, l'avènement de l'hitlérisme, M. Staline n'était pas sans craintes devant la perspective d'une éventuelle attaque germanique, bien que les deux pays n'eussent pas de frontière commune. Il fallait à tout prix écarter le danger, en offrant à Hitler une proie facile, susceptible d'apaiser son appétit, et il fallait surtout, si cette opération s'avérait inopérante, prévoir l'avenir. M. Staline tourna donc ses yeux vers la France; une nouvelle politique se dessinait et, une fois de plus, c'est au prolétariat français que l'on demandait d'en faire les frais.

Il ne serait pas équitable de faire peser uniquement sur les seuls communistes les responsabilités de la situation dans laquelle nous nous débattons depuis trois lustres. Pourtant, en ce qui concerne la classe ouvrière, prise en tant que facteur actif de l'équilibre international, il est impossible de ne pas dénoncer les ruines accumulées par la démagogie et la politique sociale du bolchevisme. On a placé la classe ouvrière française dans une cruelle alternative; on l'a enfermée dans un tragique dilemme, et on veut aujourd'hui l'obliger de choisir.

Choisir de se faire tuer. De se faire tuer pour Staline ou Hitler.

Choisir entre le persécuteur et l'assassin de milliers de révolutionnaires qu'il a basement et lâchement trahis, et le fanatique qui rabaisse l'Allemagne de Goethe, de Beethoven et de Einstein aux périodes les plus sombres et les plus meurtrières de l'inquisition.

1900-1938. Il n'y a rien de changé. L'Histoire se répète.

La Russie s'arme pour se défendre contre la «menace allemande», mais pour que soient définitivement écrasées les hordes germaniques, il faut à l'armée rouge, comme à l'armée tsariste, le sang des travailleurs français.

Car nous ne sommes pas dupes du «nationalisme» des bolchevistes français. Nous savons que leur «patriotisme» est de circonstance, et que leur attitude changera sur un simple mot d'ordre de Moscou.

Qu'on ne s'y trompe pas. Quelles que soient les raisons qui seront invoquées pour entraîner la classe ouvrière française dans la guerre, cette guerre sera la guerre du bolchevisme. Elle permettra à Moscou de respirer, et Moscou a besoin de respirer. Nous n'avancons rien de sensationnel en déclarant que les régimes de dictature s'épuisent plus rapidement que les régimes de liberté, et que l'U.R.S.S. est épuisée par vingt ans de dictature.

Il faut une diversion.

Cette diversion, c'est la guerre. A condition que d'autres la fassent.

C'est pourquoi le bolchevisme français, au service de l'U.R.S.S., est un des plus dangereux facteurs de guerre.

Pourtant, quelle pouvait être l'efficacité d'une armée française diminuée, amoindrie en nombre et en force, et quelle eût été son utilité pour nos *«amis»* du Kremlin si elle se fût montrée impuissante à amuser, sur les frontières vosgiennes, quelques sections d'assaut hitlériennes? Après l'avoir provoquée et favorisée pendant plus de quinze ans, il importait d'urgence d'arrêter cette propagande antimilitariste inopportune, contrecarrant les nouvelles visées de la diplomatie soviétique. C'est alors que, dans la pureté du ciel, les avions *«de la paix et de la révolution»* décrivirent majestueusement les initiales de la République française et que M. Staline, souriant à M. Pierre Laval, venu à Moscou signer le pacte franco-soviétique, rédigea son fameux communiqué: *«M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité»*. Le lendemain même, le journal quotidien des Soviets en France, qui depuis des années menait une violente campagne contre les armements français et la loi de deux ans; qui avait par ses articles condamné toute une jeunesse, peuplé les prisons et les bagnes; le journal des Soviets, disons-nous, sans transition, reproduisait les mots d'ordre nouveaux venus de Moscou et déclarait, dans un titre gigantesque, que *«Staline avait raison»*.

Nous pourrions nous arrêter ici, car ainsi la preuve est établie irréfutablement, la démonstration est faite de l'influence exercée sur le mouvement ouvrier et syndical français par la bureaucratie gouvernementale soviétique. Ceux qui ne l'ont pas compris ne le comprendront sans doute jamais, s'ils n'ont pas été ébranlés dans leurs convictions par les variations successives de la politique communiste en France.

Les naïfs, les sincères, ceux qui enregistrent les faits sans en rechercher les causes, qui se laissent guider par les sentiments et non par la raison, l'homme est plus profondément agité par ses émotions que par son intelligence, disait Oscar Wilde, - ceux-là s'étonneront sans doute d'une apparente contradiction dans nos critiques. *«Vous reprochez aux chefs communistes français leur antimilitarisme d'hier et leur militarisme d'aujourd'hui, nous diront-ils, et c'est illogique: s'ils avaient tort hier, ils ont raison aujourd'hui, et vice versa»*. C'est mal poser le problème et notre argumentation n'est point contradictoire. Nous ne reprochons pas aux chefs communistes français un certain opportunisme, qui s'expliquerait en raison de la difficulté d'adapter une politique nationale à une situation internationale évoluant quotidiennement. Nos griefs se justifient du fait que rien ne nous permet de croire à la sincérité des sentiments divers et changeants qu'ils expriment successivement. Nous doutons de leur loyauté, et nous ne nous laissons pas prendre au mirage d'un néo-nationalisme ou d'un internationalisme occasionnels dont nous connaissons la fragilité.

Ce que nous reprochons aux chefs communistes français, c'est de ne jamais faire une politique s'inspirant des intérêts ou des aspirations de la classe ouvrière française ou internationale, mais de pratiquer, en toutes circonstances, une politique qui n'est que le reflet de celle poursuivie par les hommes qui président aux destinées de la Russie soviétique: politique nationale russe, politique slave, politique bonapartiste qui a corrompu, par sa démagogie, l'esprit d'indépendance qui était la fierté du travailleur français, en même temps qu'elle avilissait son sens révolutionnaire.

L'exemple du passé est un enseignement pour l'avenir. Nous savons que, sur un geste de M. Staline, tout ce qui a été construit, depuis des années, sur les sables mouvants de la politique russe, peut s'écrouler, et ce n'est pas sans raison que nous sommes profondément inquiets.

Moscou a atteint son premier objectif : par le truchement du parti communiste et de ses députés, il a ses représentants au Parlement français et jusqu'au sein des commissions gouvernementales; un bolcheviste est vice-président de la Chambre des députés. Par l'intermédiaire des syndicats, il a ses agents dans toutes les associations ouvrières. Par ses organismes de défense et de secours, il spéculé sur la misère, il attire à lui tous les mécontents et les affamés qu'une démocratie insouciant n'a pas su satisfaire, pourvu d'une clientèle nombreuse, le Parti communiste français est arrivé à embrigader un groupe de littérateurs et de

savants, voire quelques célébrités, qui placent leurs intérêts au-dessus de leur conscience. Sa presse est diffusée jusque dans les plus petits villages, et ses mensonges pénètrent partout. Il a ses hommes dans les organisations patronales; il a ses agents dans l'armée.

Tout cela n'était pas encore suffisant au bolchevisme moscovite.

Jusqu'en 1936, la C.G.T. formait le dernier bastion ouvrier de résistance à l'emprise stalinienne. Il devenait indispensable, la situation politique se compliquant de plus en plus en Europe, de détruire ce dernier foyer de réfractaires. Les difficultés intérieures et extérieures de la Russie l'exigeaient.

Depuis plus d'un an déjà, la C.G.T.U. et le Parti communiste *«travaillaient»* à l'intérieur de la C.G.T. De grandes organisations ouvrières, telles celles des postiers et des instituteurs, habilement manœuvrées, réclamaient l'unité de la classe ouvrière et la fusion des deux grandes centrales syndicales françaises. Consciemment ou inconsciemment, de nombreux militants de la C.G.T., que l'on aurait cru plus avertis des aspirations bolchevistes, faisaient le jeu à l'intérieur même de leurs syndicats, du communisme russe. Un courant profond balayait l'opposition, et une nouvelle espérance naissait dans la classe ouvrière, franchissant toutes les barrières. En 1936, l'unité syndicale était consacrée et le mariage de la C.G.T. et de la C.G.T.U. communiste contracté dans un enthousiasme délirant.

Mariage de raison et non pas mariage d'amour! Le bolchevisme n'abandonne jamais ses visées, toutes ses actions sont préméditées et l'unité syndicale constituait pour lui un moyen d'atteindre un but déterminé. Le mal était fait et allait se propager avec une terrifiante rapidité, le loup pénétrait enfin dans la bergerie et il allait y poursuivre ses ravages sous le regard horrifié des brebis impuissantes qui s'étaient laissées prendre au piège.

Jules CHAZOFF.
